Aurelijus VERYGA, Président des Conservateurs et réformistes européens (ECR)
CHENU Gaston, BONGERS Samuel

Psychiatre de formation, ancien ministre de la Santé de Lituanie et Président de *Lietuvos valstiečių ir žaliųjų sąjunga* (LVŽS), je siège au Parlement européen depuis 2024 où j'ai l'honneur de **présider le groupe des Conservateurs et Réformistes Européens** (ECR). **Membre de la commission ENVI**, j'apporte une approche scientifique et euro-réaliste aux enjeux environnementaux, guidé par la volonté de bâtir une Europe souveraine qui concilie santé publique, sobriété carbone et protection de notre tissu économique. *Bringing Common Sense Back !*

Partie 1 - Contexte de la mise à l'agenda européen

L'Europe de l'énergie se trouve à un tournant critique. D'après le rapport de 2025 sur l'état de l'Union de l'énergie[1], une majeure partie de notre énergie proviendrait de ressources renouvelables. Mais nous prenons du retard : la priorité reste notre **autonomie et indépendance énergétique**, afin de nous protéger des chocs énergétiques exogènes. La taxonomie européenne ne doit pas **fétichiser la décarbonation** en oubliant les contribuables européens, qui sont d'abord des citoyens : il est impératif de recourir à la **neutralité énergétique**, mais aussi de **simplifier la régulation**. Dans ce contexte, la révision de l'union de l'énergie matérialise de nombreux questionnements, tensions, et parfois certaines incohérences et injustices, notamment pour la compétitivité de l'industrie européenne par rapport aux firmes étrangères.

Partie 2 – Configuration des négociations

Face au fétiche de la décarbonation porté par la gauche, nous nous tenons aux côtés de tous les eurodéputés ayant la volonté de **rétablir du bon sens dans les règlementations de l'UE**. Au sein de la commission ENVI, j'entends porter la voix des deux grands oubliés de la législation européenne : nos industries et nos contribuables.

En tant que Président du groupe ECR, mes échanges au terme de la Conférence des Présidents avec le président **Jüri Ratas** et plusieurs députés du **PPE** ont posé les premiers jalons d'un **rassemblement pragmatique du centre-droit**. En parallèle, les **convergences** constatées avec plusieurs députés de diverses formations permettent de structurer la **majorité alternative** indispensable dans l'hémicycle pour surmonter les blocages idéologiques et garantir le respect de l'Art. 194 du TFUE.

Sur le plan stratégique, nous faisons du nucléaire et de la sécurité d'approvisionnement le cœur battant des négociations, en parfait alignement avec la récente Déclaration des 12 États membres favorables à l'atome. De plus, à mon initiative, la **Représentation du Kazakhstan** auprès de l'UE a officiellement confirmé son intérêt pour établir un **dialogue stratégique** avec notre groupe sur la sécurité énergétique, l'approvisionnement en uranium, l'hydrogène vert et le Corridor médian.

Partie 3 – Grandes lignes stratégiques à Bruxelles

La combinaison néfaste d'une **bureaucratie excessive**, d'investissements coûteux pour répondre aux **nouvelles exigences** et de **coûts énergétiques élevés** a sérieusement sapé la compétitivité, forçant de nombreuses entreprises à **fermer** ou à se **délocaliser**. Or, cette nouvelle révision représente une **réelle opportunité** pour les contribuables, nos industries mais aussi pour la décarbonation.

1/ De la souveraineté énergétique des Etats membres.

La révision de l'Union de l'énergie doit être un vecteur de **flexibilité et de souveraineté énergétique**. Comme le préconise l'*Article 194 du TFUE*, je défends la libre détermination du mix énergétique de chaque État membre. En effet, les **PNEC doivent être indicatifs et non contraignants** : je suis opposé à tout droit de veto, de validation obligatoire, de plan d'actions imposés ou

EUROPEAN COMMISSION, 2025. *State of the Energy Union Report 2025* [en ligne]. Bruxelles : Commission européenne, 6 novembre 2025. COM(2025)
EUROPEAN CONSERVATIVES AND REFORMISTS GROUP, 2024. ECR priorities 2024–2029 : bringing common sense back [en ligne]. Bruxelles : ECR Group, avril 2024

de sanctions financières de la Commission. En effet, la **Commission** ne doit se limiter qu'à un rôle de **supervision** et d'accompagnement, sans contrôle bureaucratisé ni ingérences, de n'importe quelle nature. Enfin, la décision du rejet du nucléaire par certains États (comme l'Autriche ou l'Italie) ne doit pas bloquer les pays qui comptent dessus (Lituanie, Pologne, France) : en ce sens, les principes de réciprocité et subsidiarité sont primordiaux.

2/ De la neutralité technologique et l'énergie nucléaire.

Comme 12 États membres l'ont réaffirmé ce 22 octobre dernier : la **transition européenne ne se fera pas sans le nucléaire**. L'Union européenne ne peut plus se permettre d'exclure ou de pénaliser des technologies bas-carbone efficaces au nom de postures idéologiques. Ainsi, je soutiens fermement le principe de neutralité technologique. Face à l'urgence climatique et à l'impératif de prémunir nos économies contre les chocs géopolitiques exogènes, l'énergie nucléaire s'impose comme un pilier d'indépendance et de souveraineté stratégique non négociable. Sur le **plan environnemental**, le nucléaire affiche une empreinte minimale (12 g CO_2/kWh[2]). Sur le **plan de la sécurité énergétique**, l'uranium exige un coût d'importation dérisoire (1 €/MWh contre 20 à 30 €/MWh pour les renouvelables) et permet de constituer 3 à 5 ans de réserves stratégiques sur notre sol pour une énergie pilotable 24/7. Je suis convaincu qu'une transition prétendue « juste » ne doit pas **pénaliser les États membres les plus vulnérables** en les privant de l'énergie la plus compétitive. Je réclame l'égalité de traitement stricte entre nucléaire et renouvelables, incluant le déblocage des **Fonds de Transition Juste (FTJ)** et des financements de la **BEI** pour les projets d'extension et les réacteurs SMR.

3/ De la compétitivité européenne

Conformément à l'article 5 du TUE et dans la droite ligne des alertes du **rapport Draghi** sur le décrochage économique de l'UE, je demande un choc de **simplification administrative** face à la bureaucratie européenne et exige la réalisation d'**études d'impact concrètes et rigoureuses** avant toute proposition d'objectifs chiffrés contraignants pour stopper la perte de compétitivité européenne. Sur le marché du carbone (ETS), la préservation des quotas gratuits est impérative pour **prémunir nos entreprises** face à la concurrence déloyale et éviter toute fuite de carbone. J'oppose un refus catégorique à l'ETS2 sur les transports et le chauffage, véritable taxe punitive pour les PME et les ménages, et appelle à consolider le paquet Fit for 55 avant d'imposer la cible irréaliste de –90 % en 2040.

4/ De la souveraineté industrielle européenne et interconnexion des réseaux

Je continue d'**encourager la réindustrialisation** urgente du continent en investissant dans la fabrication, l'assemblage et la maintenance locale des équipements des **filières solaire et éolienne**. Aujourd'hui, l'expansion des énergies renouvelables s'accompagne d'une dépendance géopolitique critique envers la Chine, qui contrôle plus de 80 % de la chaîne de valeur du photovoltaïque et la quasi-totalité des terres rares nécessaires aux aimants d'éoliennes. En parallèle, nous devons **moderniser et interconnecter nos réseaux d'électricité et de gaz naturel** pour garantir aux citoyens et aux industries un accès à une énergie diversifiée, fiable et abordable, sans que cette coopération transfrontalière ne serve de prétexte à une centralisation bureaucratique.

GIEC : Annex III: Technology-specific cost and performance parameters. In: Climate Change 2014 Cambridge University Press, Cambridge